

Chapitre 4 Les infrastructures de gestion des matières résiduelles

La planification à long terme de nouveaux modes de gestion des matières résiduelles du secteur municipal implique l'examen des infrastructures existantes et des besoins de nouvelles infrastructures pour, le cas échéant, la récupération, la valorisation et l'élimination de ces matières.

Or, bien que les infrastructures existantes peuvent encore répondre à la demande actuelle en matière de traitement, de valorisation et d'élimination, force est de constater qu'elles ne pourront pas toujours suffire et qu'un certain nombre de nouvelles infrastructures de récupération devront être implantées. Il reviendra aux autorités locales de déterminer, pour toutes ces infrastructures, celles qui seront de propriété publique ou privée.

Cette éventualité de mettre en place de nouvelles infrastructures pour la récupération, la valorisation et l'élimination des matières résiduelles soulève à la fois la problématique d'autonomie de la CMM à l'égard de l'élimination des déchets ultimes et celle de l'éventuel exercice du droit de regard des MRC et de la CMM sur la provenance des matières résiduelles. Se trouve également posé le défi du partage régional équitable du fardeau de la gestion des matières résiduelles.

Pour ce qui est des grandes infrastructures, il importe de noter que les besoins de valorisation et d'élimination des matières résiduelles en provenance de tous les secteurs, soit ceux des ICI, des CRD et ceux du résidentiel, ont été pris en compte. Ainsi, le PMGMR se limite à l'évaluation des besoins et à l'identification de zones devant être desservies pour tous les secteurs d'activité.

4.1 Infrastructures municipales de récupération

L'implantation d'aires de récupération à l'échelle locale visant à assurer l'apport volontaire de matières récupérables, tel que mentionné dans le chapitre 3, contribue grandement à l'atteinte des objectifs gouvernementaux. Ces infrastructures sont normalement réservées à l'usage exclusif des citoyens, mais peuvent également servir aux petits générateurs des ICI, voire aux déchets issus du secteur CRD. Généralement, on retrouve deux catégories d'infrastructures municipales de récupération. Une première catégorie consiste en une aire consacrée à la récupération d'une variété de matières récupérables et valorisables. Un second type d'aire de récupération vise plus spécifiquement la récupération sécuritaire des RDD et est généralement appelé « dépôt permanent de RDD ».

4.1.1 Aires consacrées à la récupération

Ces infrastructures sont des espaces consacrés à la collecte sélective de diverses matières en vue d'optimiser leur gestion subséquente. Ils sont communément appelés : éco-parcs; éco-centres; déchetteries; parcs à conteneurs; etc. Dans beaucoup de cas, des conteneurs distincts sont placés pour recevoir différentes matières apportées par les citoyens en vue de les acheminer vers un lieu de traitement approprié. L'expérience de plusieurs municipalités montre que les aires de récupération sont un outil efficace pour augmenter les taux de récupération et de recyclage ou de valorisation de nombreux types de matières résiduelles. Généralement, on peut y déposer des résidus réutilisables, recyclables ou valorisables comme les résidus verts, le bois, les métaux, les matériaux de construction, la terre et les gravats, les meubles, les électroménagers, le matériel informatique, les vélos et autres encombrants. Une infrastructure municipale de récupération complète comprend également un dépôt permanent de RDD et des contenants pour les textiles et les accessoires vestimentaires en plus des contenants communautaires consacrés au réemploi d'une grande variété d'objets.

L'expérience montre en outre que l'efficacité de ces aires consacrées à la récupération augmente si leur utilisation par les citoyens est conviviale, c'est-à-dire : ils doivent être placés à des endroits facilement accessibles, ils doivent être ouverts environ aux mêmes heures que les grands commerces, et ils doivent être supervisés par du personnel formé à la gestion des matières résiduelles et pouvant fournir de l'information à la population.

Le PMGMR n'impose pas à chaque autorité locale l'aménagement d'une ou de plusieurs aires de récupération sur leur territoire respectif. Il incite plutôt les autorités locales à décider localement de mesures complémentaires à la collecte porte-à-porte pour faciliter et encourager l'apport volontaire par les citoyens de certains types de matières résiduelles et dont les résultats prévus sont équivalents à ceux procurés par l'installation d'aires de récupération.

Par ailleurs, le PMGMR requiert que les coûts de gestion de ces infrastructures soient comptabilisés séparément, avec une ventilation de ces coûts par type de matière collectée et gérée par la municipalité. Ceci est nécessaire en vue d'appliquer correctement la réglementation sur les subventions décrétées par les *lois 102 et 130* et éventuellement la réglementation qui accompagnera la création des filières de traitement gérées par Recyc-Québec.

En outre, le PMGMR requiert que les tonnages gérés dans ces aires de récupération soient compilés par type de matière par les municipalités, afin de pouvoir mesurer correctement les taux de détournement de l'enfouissement et la progression vers l'atteinte des objectifs.

Cependant, le PMGMR reconnaît la nécessité pour chaque aire de récupération d'avoir une certaine masse critique pour être efficace et fait état également de la grande diversité observée dans la CMM quant à la taille des municipalités et des arrondissements, quant aux distances à parcourir et quant à la disponibilité de moyens de transport dans les régions rurales et urbaines. Les autorités locales peuvent, à leur choix, décider d'exploiter une aire de récupération elles-mêmes ou d'en sous-traiter l'exploitation à une entreprise ou à un organisme (ex.: les éco-quartiers à Montréal).

4.1.2 Dépôts permanents de RDD

Le principal objectif d'un dépôt permanent pour les RDD est d'augmenter l'efficacité de la récupération des RDD et éventuellement remplacer les collectes spéciales itinérantes de RDD par les municipalités. Comme il a été indiqué précédemment pour les aires de récupération, il est conseillé que le dépôt permanent soit facilement accessible et qu'il permette une gestion constante et immédiate des RDD. Le citoyen doit être incité à l'utiliser avec un minimum de contraintes.

Le dépôt permanent est un lieu de dépôt volontaire où les citoyens peuvent apporter leurs RDD toute l'année, selon un horaire fixe. Puisqu'il s'agit d'infrastructures de moindre envergure que les aires de récupération et puisque les RDD constituent des matières plus dangereuses pour la santé et l'environnement et exigeant une collecte plus fréquente, un dépôt permanent doit normalement comprendre un bâtiment fermé et pouvant être cadenassé pour permettre un entreposage temporaire et sécuritaire des matières dangereuses avant leur acheminement vers un lieu autorisé de recyclage, de valorisation ou d'élimination spécialisée.

On observe que l'aménagement d'un dépôt permanent par autorité locale serait souhaitable pour favoriser l'atteinte des objectifs. En effet, il est plus économique d'aménager un dépôt permanent et d'offrir des heures convenables aux citoyens que d'offrir des collectes ponctuelles dans le temps. Toutefois, si certaines municipalités veulent se regrouper, il est recommandé que le dépôt permanent ne desserve pas plus de 25 000 citoyens. Il faudra toutefois tenir compte du fait que l'expérience en cette matière démontre qu'une distance à parcourir de plus de 10 km limite la participation.

4.1.3 Centres de tri

Pour ce qui est des centres de tri de matières recyclables, tout porte à croire qu'ils seront en mesure de répondre aux besoins anticipés à la suite de la mise à niveau de la collecte sélective des matières recyclables. Puisque ce type d'infrastructure ne requiert pas de certificat d'autorisation et que le processus d'approbation de ce genre d'installation est beaucoup moins contraignant, de nouveaux centres de tri peuvent voir le jour à tout moment. Ils s'installent en réponse aux nouveaux contrats de collecte sélective.

4.2 Infrastructures de valorisation/compostage des matières putrescibles

Les informations recueillies à l'étape du portrait de la situation de l'année 2001 indiquent que, sur le territoire de la CMM et dans les MRC avoisinantes, les infrastructures de compostage existantes sont peu nombreuses et ne pourront suffire à la demande que créera la mise en œuvre de mesures de récupération des matières putrescibles permettant d'atteindre les objectifs de la *Politique québécoise 1998-2008*. Leur capacité résiduelle autorisée par le MENV est insuffisante pour absorber l'accroissement futur des quantités. De nouvelles infrastructures de valorisation devront donc être implantées pour desservir le secteur municipal ainsi que le secteur des ICI sur le territoire de la CMM.

Chaque autorité locale doit décider de la manière dont elle veut implanter la collecte sélective des matières putrescibles en conformité avec les exigences décrites précédemment. La gamme de possibilités va d'une prise en charge complète par l'autorité locale, incluant la collecte des matières, le choix d'une technologie, l'implantation des infrastructures, la construction, le financement et l'exploitation d'infrastructures de compostage, à une impartition complète au secteur privé par appel d'offres pour la collecte des matières putrescibles et leur compostage par des technologies choisies par les soumissionnaires.

Les options de collecte suivantes ont une influence sur la mise en place des infrastructures de compostage⁵ (ou de digestion anaérobie) nécessaires à la mise en valeur des matières putrescibles récupérées dans le secteur municipal et des ICI :

- la collecte séparée ou combinée des résidus verts et des résidus de table;
- la collecte des résidus verts et des résidus de table en sacs de plastique ou en vrac (par bac roulant ou en sacs de papier biodégradable);
- les phases d'implantation des diverses collectes.

À moyen terme, il s'agira de prévoir l'implantation de centres de valorisation des matières putrescibles pour répondre à la demande résultante de la mise en œuvre des collectes de résidus verts et de la collecte à trois voies.

En considérant que le PMGMR favorise et propose des mesures qui tendent vers l'autonomie régionale au niveau des infrastructures de valorisation, les autorités locales devront créer des conditions favorables à l'implantation de nouveaux centres de valorisation sur leur territoire, que ces centres soient de propriété et d'exploitation publiques ou privées. Plus spécifiquement, chacun des secteurs de la CMM devrait accueillir sur son territoire au moins une installation de traitement.

⁵ Le terme « infrastructures de compostage » est utilisé de façon générique dans cette section pour désigner les infrastructures de valorisation, par compostage principalement, mais possiblement par digestion anaérobie ou autre mode de valorisation (énergétique), notamment pour les résidus de table ou les branches.

En accueillant sur leur territoire des centres de compostage, les autorités locales pourront bénéficier localement des avantages découlant de la présence d'une entreprise de compostage.

Ces avantages potentiels sont principalement :

- la réduction des coûts de transport;
- la possibilité que le centre de compostage serve à sensibiliser et à inciter les citoyens à participer aux diverses collectes et leur donne facilement accès à du compost pour leurs besoins horticoles;
- la création d'emplois et la contribution au développement économique régional.

Les éléments suivants devront en particulier être pris en considération dans le cadre de tout autre exercice de planification visant l'implantation de nouvelles infrastructures de traitement:

- la taille de l'installation projetée; les infrastructures de petite à moyenne capacité (20 000 à 40 000 tonnes) sont généralement plus faciles à implanter, comportent des risques de nuisances moins grands (odeurs, circulation et autres) et permettent le compostage de tous les types de matières par la technologie des andains retournés sur aire ouverte à moindre coût de traitement;
- les technologies de compostage sur aire ouverte comportent a priori un risque de nuisance potentielle d'odeurs plus grand que les technologies en système confiné avec captage et traitement de l'air. Toutefois, il peut en être autrement selon la compétence et l'expérience de l'exploitant, des facteurs tout aussi déterminants;
- le type de matières reçues influence considérablement le risque de nuisance potentielle d'odeurs, les résidus verts étant généralement reconnus comme des matières comportant relativement moins de risques à cet égard;
- les infrastructures fermées (compostage ou digestion anaérobie) sont particulièrement adaptées aux résidus de table dont les quantités varient peu tout au long de l'année, contrairement aux résidus verts produits de façon irrégulière d'avril à novembre. Et d'une année à l'autre, elles sont plus coûteuses, demandent des investissements importants, ont habituellement des capacités de traitement plus grandes pour une superficie donnée, ce qui favorise une implantation en zone industrielle;
- les infrastructures fermées requièrent une planification de plusieurs années d'où l'importance, pour les autorités locales, d'établir les modalités de collecte et, dans la mesure où cela est possible, dans un cadre de concertation régionale, afin de planifier la mise en place des infrastructures requises à l'implantation des collectes à trois voies incluant les résidus de table (en plus des résidus verts);
- il importe de noter que plusieurs autres facteurs sont susceptibles d'influencer le nombre, la capacité de traitement, le territoire desservi et le type d'infrastructures qui seront implantées aux fins de valorisation des matières putrescibles. Également, d'autres approches technologiques que le compostage peuvent être retenues, notamment la digestion anaérobie avec production de compost et de méthane.

Afin d'illustrer l'ampleur des efforts requis au niveau de l'implantation de nouvelles infrastructures de traitement des matières putrescibles, pour atteindre les objectifs de la *Politique québécoise 1998-2008*, le nombre d'installations de compostage de capacité annuelle moyenne d'environ 40 000 tonnes de matières putrescibles qui seraient nécessaires à cette échéance est indiqué au tableau 4.1. Certains types d'infrastructures fermées de valorisation permettent des capacités de traitement plus grandes, sous certaines conditions. C'est le cas notamment des usines de digestion anaérobie et dans certains cas de compostage. Leur implantation exige toutefois une concertation régionale et une planification municipale à moyen et long termes.

Le tableau 4.1 présente le nombre approximatif d'infrastructures de compostage qui seraient nécessaires sur le territoire de la CMM pour desservir le secteur municipal et le secteur des ICI, dans un contexte d'autonomie régionale complète et en supposant une capacité unitaire de 40 000 tonnes/an. Ainsi, 12 nouveaux centres de compostage, en plus de celui prévu et annoncé par BFI (décret gouvernemental) à l'usine de triage Lachenaie à Terrebonne (secteur Lachenaie), seront nécessaires pour les besoins du secteur municipal et sept centres de compostage supplémentaires permettront de desservir également le secteur des ICI.

Les localisations indiquées dans ce tableau correspondent aux besoins de chacun des secteurs et illustrent l'ampleur des efforts à réaliser à l'échelle de ces dernières. Ces hypothèses de localisation ont été considérées pour l'évaluation des impacts du transport suivant la mise en place du PMGMR et ne sont fournies ici qu'à titre indicatif.

Tableau 4.1 Infrastructures de compostage nécessaires considérant une capacité de traitement de 40 000 tonnes par année

| Secteur de la CMM | Nombre de centres de compostage requis | |
|-------------------|--|------------------------------|
| | Secteur municipal | Secteur municipal et des ICI |
| Montréal | 6 nouveaux | 10 nouveaux |
| Laval | 1 nouveau | 2 nouveaux |
| Longueuil | 1 nouveau | 2 nouveaux |
| Couronne Nord | 1 nouveau, 1 existant (BFI) | 1 nouveau, 1 existant (BFI) |
| Couronne Sud | 3 nouveaux | 3 nouveaux |
| Total | 12 nouveaux, 1 existant | 19 nouveaux, 1 existant |

4.3 Élimination des déchets ultimes

Même avec l'adoption des différentes mesures prévues au PMGMR visant une plus grande réduction, récupération et valorisation des matières résiduelles produites sur le territoire métropolitain, une fraction significative de ces matières ne pourra toujours pas être mise en valeur et devra, par conséquent, être éliminée. Du coup se pose la délicate question de l'élimination des déchets ultimes et la pertinence de l'ouverture ou non de nouveaux lieux d'élimination sur le territoire métropolitain.

4.3.1 Autonomie régionale et droit de regard sur la provenance des matières résiduelles

En matière d'enfouissement des déchets ultimes, la tendance observée ces dernières années à l'échelle du Québec s'est avérée être une diminution du nombre de LES et, en même temps, une augmentation de leur capacité d'enfouissement et du niveau technologique des opérations, notamment à cause des contraintes environnementales plus sévères et plus coûteuses à respecter et de la nécessité de réaliser des économies d'échelle pour que les opérations demeurent compétitives. Ainsi, de 1992 à 2000, leur nombre est passé de 69 à 63 tandis que leur capacité totale a augmenté de 37 %.

En ce qui concerne la CMM, les matières résiduelles produites par le secteur municipal, et qui sont non valorisées, sont actuellement dirigées vers cinq sites d'enfouissement sanitaires soit : Terrebonne (secteur Lachenaie), Lachute, Saint-Nicéphore, Sainte-Sophie et Saint-Thomas. Certains autres sites, dont le Complexe environnemental Saint-Michel, le site de Pierrefonds et le site de Sainte-Cécile-de-Milton, répondent surtout à certains besoins d'enfouissement des industries, des commerces et des institutions et ne reçoivent pas de matières résiduelles municipales en quantités importantes.

Au total, on recense donc sur le territoire de la CMM un seul site d'enfouissement sanitaire de grande capacité, soit celui de Terrebonne (secteur Lachenaie) et quatre autres sites sont situés hors du territoire métropolitain.

Actuellement, les cinq sites desservant la CMM ont la capacité physique de satisfaire les besoins prévus d'enfouissement pour de nombreuses années. Cependant, pour bon nombre d'entre eux, les capacités autorisées selon les certificats actuellement en vigueur seront atteintes d'ici quelques années; des projets d'agrandissement sont en processus d'examen pour autorisation et d'autres devront probablement entamer un tel processus avant la révision quinquennale du présent PMGMR.

En outre, les renouvellements de certificats d'autorisation récemment émis par le gouvernement dans le cas des LES de Lachute, de Sainte-Sophie et de Lachenaie comportent des durées qualifiées de court terme, par opposition à la durée de vie normale d'infrastructures de ce type, en raison du déroulement actuel du processus de planification dans toutes les MRC de la province et de la nécessité de ne pas placer ce processus devant des faits accomplis qui fermeraient la porte à certains choix potentiels.

Le portrait des capacités résiduelles autorisées est précisé dans le tableau 4.2. et peut évoluer avec le temps, parce que les arrivages aux différents sites peuvent être adaptés au fur et à mesure que les certificats d'autorisation viennent à échéance. La situation des arrivages en provenance des municipalités de la CMM est indiquée pour l'année 2003.

Tableau 4.2 Durée de vie autorisée et capacité résiduelle des LES desservant la CMM

| Durée de vie utile des LES desservant la CMM | | | | | |
|--|------------|------------|-----------------|---------------|--------------|
| | Lachenaie | Lachute | Saint-Nicéphore | Sainte-Sophie | Saint-Thomas |
| Autorisation actuellement en vigueur | | | | | |
| Date | 2004-02-10 | 2005-03-19 | 1994 | 2004-11-16 | 2005-05-16 |
| Capacité cumulative autorisée (M m³) | 6,50 | 12,40 | n.a. | 5,4 | 1,20 |
| Capacité annuelle autorisée (M t / an) | 1,20 | 0,67 | 0,6 | 1,0 | 0,70 |
| Utilisation 2005 par la CMM | | | | | |
| Capacité utilisée par villes (M t / an) | n.a. | 0,18 | | | |
| Capacité utilisée par ICI (M t / an) | | 0,14 | 0,3 | 0,8 | n.a |
| En date du 31 décembre 2005 | | | | | |
| Capacité restante cumulative (M m³ / an) | 3,76 | 11,30 | 2,4 | 4,4 | 0,65 |
| Échéance prévue de l'autorisation | 2008 | 2022 | 2010 | 2009 | mars-2007 |

Comme on a pu le constater lors des récentes audiences du BAPE sur les projets d'agrandissement des LES de Lachenaie et de Sainte-Sophie, la présence d'un LES et la volonté d'augmenter sa capacité sont loin de recevoir spontanément l'assentiment des citoyens, surtout lorsque sont concernées les populations résidant aux alentours de ce lieu d'enfouissement.

Les exemples de Lachenaie et de Sainte-Sophie font ressortir le fait que les citoyens redoutent les répercussions négatives liées à la présence d'un LES dans leur voisinage – mauvaises odeurs, pollutions de l'air, de la nappe phréatique, par le bruit, impacts sur la santé, perte de valeur foncière, etc. Certains remettent en cause cette tendance à l'augmentation de la capacité des LES existants, plaçant pour l'ouverture de nouveaux sites de capacité moyenne plutôt que pour l'agrandissement des sites existants.

D'autres, enfin, jugent important d'ouvrir d'autres lieux d'enfouissement sanitaires sur le territoire métropolitain au nom du principe de l'autonomie régionale de la CMM à l'égard de l'élimination des déchets ultimes. Une telle initiative aurait par ailleurs l'intérêt de garantir une plus grande équité régionale dans la répartition des infrastructures de gestion des matières résiduelles sur le territoire métropolitain et contribuerait à une plus grande responsabilisation des populations face à l'élimination des déchets ultimes.

Il faut également prendre en considération que, dans le cadre de l'élaboration de leur plan de gestion des matières résiduelles, la CMM et les MRC avoisinantes doivent notamment prendre position quant à l'exercice en totalité ou en partie d'un droit de regard concernant l'élimination sur leur territoire de matières résiduelles en provenance de l'extérieur. La loi permet effectivement à chacune de ces autorités de limiter ou d'interdire, dans la mesure prévue par leur plan de gestion des matières résiduelles, la mise en décharge ou l'incinération sur leur territoire de matières résiduelles provenant de l'extérieur de leur territoire. Une telle restriction n'est toutefois pas applicable à une installation d'élimination établie avant la date d'entrée en vigueur du plan ou de sa modification, jusqu'à concurrence de la capacité d'élimination autorisée à cette date. Dans le cas de la CMM, ce droit de regard pourrait donc s'exercer à l'encontre du seul LES présent sur son territoire, soit celui d'Usine de triage Lachenaie ltée, propriété de BFI (ou évidemment dans d'autres installations d'élimination qui pourraient s'implanter au cours des années futures). La CMM ou les MRC qui auraient résolu de recourir au droit de regard pourraient ainsi se réserver l'usage de ces installations.

Il faut donc être conscient que l'exercice du droit de regard par les MRC voisines pourrait limiter, de façon draconienne et à relativement court terme, l'élimination des matières résiduelles en provenance de la CMM, voire obliger tous les citoyens du territoire à utiliser le LES de BFI à Lachenaie si aucune autre alternative n'était mise en place. Le détournement des matières résiduelles à éliminer vers ce lieu ferait en sorte de réduire considérablement sa durée de vie, d'amplifier la problématique sociale et de créer une rareté artificielle d'espace pour l'élimination.

La seule option réaliste pour la CMM en vue de satisfaire la volonté populaire d'une plus grande régionalisation de la gestion des déchets est de réduire graduellement sa dépendance envers les installations extérieures et de favoriser l'implantation d'installations d'élimination sur son territoire et au besoin, de nouveaux centres de transfert, cette alternative ayant également l'avantage d'assurer la réduction globale des distances de transport des matières à éliminer et, par le fait même, la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La réduction de la dépendance ne peut être toutefois que graduelle, compte tenu de l'ensemble des délais requis pour l'implantation de nouveaux sites. En effet, la mise en place d'un nouveau site requiert un processus de sélection de l'emplacement, de réalisation d'études techniques et d'études d'impacts, d'élaboration d'études de faisabilité et de structure de financement, de démarches pour l'atteinte d'une acceptabilité sociale, d'aménagement physique et d'implantation finale. Un tel processus requiert minimalement plusieurs années avant l'ouverture effective d'un lieu d'élimination répondant aux besoins et se conformant à la législation et à la réglementation en vigueur.

La recherche d'une plus grande régionalisation dans la gestion des matières résiduelles est également dominée par la question de la taille des régions à desservir par un LES. La délimitation des territoires de chaque région ne résulte pas d'une formule scientifique, mais plutôt d'un choix de société parmi un éventail de possibilités allant, d'un extrême à l'autre, d'un seul site pour toute la CMM jusqu'à un site d'élimination par résidence.

On peut se rappeler à ce sujet qu'à Montréal, voici quelques décennies, chaque édifice à logements multiples était équipé de son propre incinérateur à déchets, ce qui était une forme très poussée de régionalisation. On peut se rappeler également que cette pratique a été interdite par la suite, principalement à cause de l'impossibilité d'assurer une combustion non polluante à si petite échelle.

La problématique de la régionalisation peut donc se résoudre par le choix le plus raisonnable possible entre, d'une part, le désir de limiter la taille des lieux d'élimination, et d'autre part, la nécessité de maintenir une certaine taille minimale de manière à pouvoir conserver une « masse critique » qui donne accès à des ressources financières et techniques suffisantes pour assurer un fonctionnement répondant à de hauts standards de qualité et conforme à toutes les normes environnementales.

La CMM a donc décidé de répondre à cette question par deux actions distinctes.

Statu quo à court terme

Premièrement, la situation actuelle dans l'élimination des déchets ultimes est maintenue jusqu'au moment de la révision du PMGMR, faute de solutions viables. L'enfouissement des déchets ultimes se poursuivra donc selon les mêmes paramètres que ceux déjà en vigueur actuellement. Cette situation est fondée sur la capacité des sites actuels qui est suffisante pour les besoins du territoire de même que sur les choix exercés par les MRC avoisinantes de ne pas restreindre l'accès à ces sites sous réserve des conditions énoncées dont tient compte le présent Plan. Ce statu quo requiert donc que le droit de regard tant de la CMM pour le LES de Lachenaie que des autres MRC pour les LES de Lachute, de Sainte-Sophie, de Saint-Thomas et de Saint-Nicéphore, ne soit pas exercé de façon à limiter les quantités enfouies à chaque endroit comparativement à la situation présente.

Il est important de noter à ce sujet que les MRC hôtes des LES de Lachute, de Sainte-Sophie et de Saint-Thomas ont toutes adopté des positions permettant à leur LES de recevoir des matières résiduelles provenant de l'extérieur, si les principes de la *Politique québécoise 1998-2008* sont respectés par les MRC « exportatrices », si les principes des 3RV-E sont mis en pratique et si les matières enfouies ne contiennent pas de RDD. Quant au LES de Saint-Nicéphore, le projet de Plan de gestion des matières résiduelles de la MRC de Drummond semble vouloir y limiter l'enfouissement de déchets en provenance du territoire de la CMM, mais cette restriction ne se posera pas avant encore quelques années puisqu'elle ne serait pas opposable aux autorisations déjà consenties à ce site.

De son côté, la CMM adopte la même attitude envers les matières enfouies à Lachenaie et provenant de l'extérieur de son territoire. Elle ne restreint pas les quantités si les MRC d'où proviennent les matières ont adopté un plan de gestion respectant les principes des 3RV-E et si les matières ne contiennent pas de RDD.

On doit toutefois constater que, en ce qui concerne les infrastructures d'élimination des déchets ultimes, les certificats d'autorisation des cinq LES desservant la CMM ont tous une durée de validité ne dépassant pas l'année 2009. Bien qu'elle n'éprouve pas actuellement de pénurie de capacité pour enfouir les déchets ultimes municipaux produits sur son territoire, la CMM doit tenir compte des délais d'implantation de nouveaux LES sur son territoire d'ici la fin de cette période et ne peut donc s'en remettre à ce statu quo pour reporter à plus tard l'examen de sa dépendance envers les lieux d'élimination à l'extérieur de son territoire.

Évaluation d'alternatives

C'est la raison pour laquelle, dans un deuxième temps, des mesures alternatives doivent être immédiatement envisagées afin de tenir compte de la capacité résiduelle autorisée des sites desservant actuellement le territoire, de l'imposition éventuelle de restrictions par les MRC avoisinantes empêchant l'élimination des déchets ultimes à l'extérieur du territoire de la Communauté et des objectifs d'autonomie mis de l'avant par la *Politique québécoise 1998-2008*.

Il faut également prendre en considération que la capacité résiduelle de 6,5 millions de mètres cubes du site de Lachenaie autorisée par le décret numéro 89-2004 adopté par le gouvernement du Québec ne permet d'assurer l'accès à ce site que pour une période limitée, malgré la demande de l'exploitant d'en assurer la disponibilité à long terme. Il serait donc irresponsable de la part de la Communauté de ne pas envisager d'autres options pour pallier la fermeture éventuelle de ce site, une telle décision relevant par ailleurs de la compétence du gouvernement du Québec.

En conséquence, chacun des cinq secteurs géographiques du territoire de la Communauté devra évaluer la faisabilité d'alternatives en vue d'implanter de nouvelles infrastructures de traitement/élimination des déchets ultimes dans une perspective d'autonomie régionale de leur territoire respectif. Chacune des trois grandes villes et des deux couronnes devront ainsi examiner diverses possibilités de cadres d'implantation, incluant le type de procédé de traitement/élimination, l'emplacement, le type de propriété des infrastructures, le type de financement et le type de gestion. Chacune d'elles doit remettre à la Communauté, au plus tard le 31 décembre 2007, un rapport à ce sujet faisant également part de leurs observations sur les implications sociales, techniques et financières de la régionalisation de l'élimination des déchets ultimes et suggérant des solutions techniquement et financièrement faisables et aptes à rallier le consensus public. Ces alternatives peuvent être abordées dans une perspective d'autonomie sectorielle. Elles peuvent également l'être dans une perspective de collaboration intersectorielle requérant l'accord de tous les partenaires concernés.

La Communauté exercera son rôle de planification et de coordination des municipalités et des secteurs de son territoire en intégrant au Plan les alternatives retenues qui répondront aux besoins d'élimination des déchets ultimes de chaque secteur tout en satisfaisant aux critères les plus élevés de protection de l'environnement.

Il va sans dire que, en conformité avec le second objectif fondamental poursuivi par la *Politique québécoise 1998-2008*, tout lieu d'enfouissement devra être sécuritaire pour les personnes et l'environnement. En ce sens, les lieux d'enfouissement devront être conformes au nouveau *Règlement sur l'élimination des matières résiduelles*.

4.3.2 Besoins et scénarios pour l'enfouissement des matières résiduelles

Sur le territoire de la CMM, la quantité de matières résiduelles collectée par les organisations municipales était estimée à 1,68 million de tonnes en 2001. De cette quantité, plus de 1,4 million de tonnes étaient éliminées, soit environ 83 % des matières résiduelles collectées. Le PMGMR vise, pour la plupart des matières résiduelles gérées par le secteur municipal, un taux de récupération et de valorisation de 60 % des matières résiduelles. À l'année horizon, l'atteinte de cet objectif représenterait la récupération et la valorisation de plus de 1,1 million de tonnes de matières résiduelles, tandis qu'un million de tonnes serait acheminée vers les lieux d'élimination.

Quantités et taux prévus de matières résiduelles municipales devant être éliminées

Les quantités prévues de matières à éliminer ont été établies sur la base des hypothèses suivantes :

- la quantité de déchets ultimes provenant de la collecte des ordures, des conteneurs municipaux (déchets et matériaux secs) et des refus des centres de tri et des centres de compostage a été calculée à partir de la différence entre la quantité de matières résiduelles produites et la quantité de matières récupérées (ou valorisées);
- la proportion entre la quantité de résidus ultimes provenant de la collecte régulière des ordures et celle provenant des conteneurs municipaux a été maintenue constante.

Le tableau suivant présente la synthèse de l'évolution globale des taux de récupération et d'élimination.

Tableau 4.3 Évolution anticipée des taux de récupération et des quantités de matières récupérées et de matières éliminées

| | Taux (%) | | |
|---|----------|------|---------------|
| | 2001 | 2007 | Année horizon |
| Taux de récupération total ¹ | 17 % | 39 % | 61 % |
| Taux d'élimination | 85 % | 67 % | 49 % |

| | Quantités (en milliers de tonnes) | | |
|------------------------|-----------------------------------|-------|---------------|
| | 2001 | 2007 | Année horizon |
| Tonnage récupéré total | 251 | 613 | 1 118 |
| Tonnage éliminé total | 1 430 | 1 222 | 1 053 |

¹ : Le taux de récupération total est basé sur le potentiel de mise en valeur estimé à 85 % des matières résiduelles générées. L'atteinte de l'objectif de 60 % de récupération des matières résiduelles potentiellement valorisable équivaut donc à un détournement de l'enfouissement de 51 % du total des matières résiduelles municipales (cf. tableau 2.13).

Puisque l'exercice du droit de regard ne se limite pas aux déchets ultimes en provenance du secteur municipal, mais englobe également les déchets ultimes des secteurs des ICI et CRD, pour évaluer les besoins en enfouissement pour l'horizon du PMGMR, il a été nécessaire de tenir compte des déchets ultimes de tous les secteurs.

En 2001, un peu plus de 3,8 millions de tonnes de matières résiduelles ont été destinées à l'élimination, soit à l'enfouissement sanitaire. Or, si le droit de regard était exercé par toutes les MRC hôtes de lieux d'enfouissement, tout ce tonnage devrait être éventuellement enfoui sur le territoire de la CMM. Lors de l'atteinte des objectifs de récupération et de valorisation de la *Politique québécoise 1998-2008*, ce sont plutôt un peu plus de 2,5 millions de tonnes de matières résiduelles par année qui devront y être enfouies.

Comme il s'agit d'infrastructures qui requièrent des technologies poussées de protection de l'environnement et des investissements importants, leur durée de vie et leur financement doivent être prévus sur une période suffisamment longue pour que leurs coûts annuels demeurent dans des limites acceptables pour les usagers. On utilise généralement une période de l'ordre de 20 ans comme durée de vie et comme période de financement de ce type d'infrastructure.

Compte tenu du fait qu'il faut plusieurs années à compter du début des études et de la concertation avant qu'un nouveau lieu d'enfouissement soit mis en exploitation, l'estimation des quantités à enfouir dans des infrastructures régionales est faite pour les années 2010 à 2030. Ainsi, la capacité estimée d'enfouissement devrait être d'au moins 59 millions de tonnes de matières résiduelles pour combler les besoins totaux des 20 années de 2010 à 2030, incluant les matières domestiques et celles provenant des ICI et CRD et supposant l'atteinte des objectifs de la *Politique québécoise 1998-2008*.

Le tableau 4.4 illustre les besoins d'enfouissement annuels et pour une période de 20 ans, par secteur d'activité et par secteur géographique du territoire de la CMM.

Tableau 4.4 Besoins d'enfouissement pour une période de 20 ans de 2010 à 2030

| Secteur | Somme 2010-2030 | | | |
|--------------------------|-----------------|------------|------------|------------|
| | Municipal | ICI | CRD | Total |
| Montréal Ouest | 3 620 000 | | 1 957 000 | |
| Montréal Centre | 4 105 000 | n.d. | 2 258 000 | n.d. |
| Montréal Est | 4 985 000 | | 2 792 000 | |
| Sous-total Montréal | 12 710 000 | 11 481 000 | 7 007 000 | 31 198 000 |
| Sous-total Laval | 2 657 000 | 2 055 000 | 1 378 000 | 6 091 000 |
| Couronne Nord-Ouest | 2 136 000 | 1 437 000 | 1 040 000 | 4 613 000 |
| Couronne Nord-Est | 1 645 000 | 1 247 000 | 904 000 | 3 796 000 |
| Sous-total Couronne Nord | 3 781 000 | 2 684 000 | 1 944 000 | 8 409 000 |
| Sous-total Longueuil | 2 693 000 | 2 212 000 | 1 450 000 | 6 354 000 |
| Couronne Sud-Ouest | 675 000 | 501 000 | 347 000 | 1 524 000 |
| Couronne Sud-Centre | 877 000 | 812 000 | 552 000 | 2 241 000 |
| Couronne Sud-Est | 1 163 000 | 944 000 | 652 000 | 2 758 000 |
| Sous-total Couronne Sud | 2 715 000 | 2 251 000 | 1 551 000 | 6 523 000 |
| CMM | 24 556 000 | 20 689 000 | 13 330 000 | 58 575 000 |

n.d. : non déterminé

